

Offre publique d'achat

de

Swiss Private Hotel AG, Zug, Suisse

pour toutes les actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 100.00 chacune
en mains du public de

Victoria-Jungfrau Collection AG, Interlaken, Suisse

Prix Offert: **CHF 277 net** par action nominative de Victoria-Jungfrau Collection AG ("VJC" ou "**Société**") d'une valeur nominale de CHF 100.00 chacune, entièrement libérées ("**Actions VJC**"). Le Prix Offert sera réduit du montant brut d'éventuelles distributions (telles que le paiement de dividendes, distributions suite à une diminution de capital), ainsi que pour refléter tout éventuel événement dilutif (tel qu'une augmentation de capital à un prix d'émission inférieur au Prix Offert, la vente d'Actions VJC par VJC ou ses filiales à un prix inférieur au Prix Offert ou l'émission en-dessous du prix du marché par VJC ou ses filiales de droits d'option et/ou de conversion ou d'autres instruments financiers ayant des Actions VJC comme sous-jacent).

Période d'Offre: **Du 17 janvier 2014 au 30 janvier 2014, 16h00**, heure d'Europe centrale ("**HEC**") (sous réserve de prolongations)

Banque mandatée:

Bank J. Safra Sarasin SA

Actions VJC

Numéro de valeur: 111'107

ISIN: CH0001111076

Prospectus d'offre du 30 décembre 2013

Restrictions à l'Offre

En général

L'Offre annoncée ici n'est faite ni directement ni indirectement dans des Etats ou juridictions dans lesquels/lesquelles une telle Offre serait illicite ou enfreindrait les lois ou réglementations en vigueur, ou qui exigeraient de la part de l'Offrante une modification des termes ou des conditions de l'Offre, la formulation d'une demande supplémentaire ou des démarches supplémentaires auprès d'autorités étatiques, administratives ou d'auto-régulation. Il n'est pas prévu d'étendre l'Offre à de tels Etats ou à de telles juridictions. La documentation relative à l'Offre ne doit pas être distribuée ni envoyée dans de tels Etats ou juridictions. Cette documentation ne doit pas être utilisée pour solliciter l'acquisition de droits de participation de VJC de quiconque dans ces Etats ou juridictions.

United States of America

The public tender offer described in this prospectus (the "Offer") is not being made directly or indirectly in or by use of the mail of, or by any means or instrumentality of interstate or foreign commerce of, or any facilities of a national securities exchange of, the United States of America and may only be accepted outside the United States of America. This includes, but is not limited to, facsimile transmission, telex or telephones. This offer prospectus and any other offering materials with respect to the Offer may not be distributed in nor sent to the United States of America and may not be used for the purpose of soliciting the sale or purchase of any securities of VJC, from anyone in the United States of America. Offeror is not soliciting the tender of securities of VJC by any holder of such securities in the United States of America. Securities of VJC will not be accepted from holders of such securities in the United States of America. Any purported acceptance of the Offer that Offeror or its agents believe has been made in or from the United States of America will be invalidated. Offeror reserves the absolute right to reject any and all acceptances determined by it not to be in the proper form or the acceptance of which may be unlawful. A person tendering securities into this tender offer will be deemed to represent that such person (a) is not a U.S. person, (b) is not acting for the account or benefit of any U.S. person, and (c) is not in or delivering the acceptance from, the United States.

United Kingdom

The offer documents in connection with the Offer are not for distribution to persons whose place of residence, seat or usual place of residence is in the United Kingdom. This does not apply to persons who (i) have professional experience in matters relating to investments or (ii) are persons falling within Article 49(2)(a) to (d) ("high net worth companies, unincorporated associations etc") of The Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005 in the United Kingdom or (iii) to whom it may otherwise lawfully be passed on (all such persons together being referred to as "relevant persons"). The offer documents in connection with the Offer must not be acted on or relied on by persons whose place of residence, seat or usual place of residence is in the United Kingdom and who are not relevant persons. In the United Kingdom any investment or investment activity to which the offer documents relate is available only to relevant persons and will be engaged in only with relevant persons.

DECLARATIONS PROSPECTIVES

Ce prospectus contient des déclarations prospectives telles que concernant des développements, plans, intentions, hypothèses, attentes, convictions, possibles effets ou la description d'événements futurs, des perspectives, recettes, résultats ou situations. Ces déclarations prospectives se basent sur des attentes, convictions et hypothèses actuelles de l'Offrante. Elles sont incertaines et il se peut qu'elles diffèrent grandement de faits, de l'état, des effets ou des développements actuels.

1. CONTEXTE DE L'OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT

Victoria-Jungfrau Collection AG est une société anonyme dont le siège est à Interlaken, inscrite au registre du commerce du canton de Berne sous le numéro d'identification CHE-105.978.787. VJC a pour but la détention de participations et l'exploitation d'entreprises commerciales dans le domaine de l'hôtellerie. Elle exploite actuellement quatre hôtels cinq étoiles en Suisse: le VICTORIA-JUNGFRAU Grand Hotel & Spa situé à Interlaken, le Palace Luzern, à Lucerne, l'Eden au Lac à Zurich et le Bellevue Palace à Berne. Les Actions VJC étaient cotées jusqu'au 29 novembre 2013 (dernier jour de négoce) au SIX Swiss Exchange sous le segment "Domestic Standard" ainsi qu'au BX Berne eXchange. Depuis le début du mois de décembre 2013, les actions sont négociées sur la plateforme OTC-X de la Banque Cantonale Bernoise.

La société Swiss Private Hotel AG (numéro d'identification: CHE-262.220.907) est une société anonyme dont le siège se trouve à Zug et dont l'adresse est c/o Manz Privacy Hotels Switzerland AG, Untermüli 9, 6304 Zug, Suisse ("**Offrante**"). Elle fut constituée pour la soumission de cette Offre. Elle est la filiale, détenue à 100 %, de la société Hôtel de la Paix SA, Genève, Suisse. Cette dernière est à son tour détenue à 100 % par la société Manz Privacy Hotels Switzerland AG. La société Manz Privacy Hotels Switzerland AG et ses filiales forment le groupe de sociétés Manz Privacy ("**Groupe Manz Privacy**") qui détient et gère notamment les hôtels suivants: l'Hôtel St. Gotthard à Zurich, l'Hôtel Euler à Bâle, l'Hôtel Continental à Lausanne et l'Hôtel de la Paix à Genève. Le Groupe Manz Privacy poursuit et pérennise une histoire prospère dans le domaine de l'hôtellerie qui remonte à plus de cent ans. L'Hôtel St. Gotthard à Zurich fut acheté par le fondateur du Groupe, Monsieur Caspar Manz, en l'an 1889 déjà. La tradition suisse de ce groupe d'hôtels est aujourd'hui perpétuée par la cinquième génération, à savoir par Messieurs Alexander Manz et Michael Manz, qui contribuent de manière notable au bon fonctionnement des affaires du Groupe Manz Privacy. L'acquisition envisagée de VJC constitue un complément idéal au groupe d'hôtels actuels du Groupe Manz Privacy et garantit le maintien et la gestion sans rupture des maisons traditionnelles détenues par VJC.

L'Offrante entend, par cette Offre, acquérir le contrôle de VJC. Elle n'a cependant pas l'intention, après l'acquisition du contrôle, de prendre quelque mesure que ce soit afin d'exclure tous les petits actionnaires. L'Offrante se réjouit de la participation de nouveaux actionnaires et a l'intention de continuer à soutenir le négoce sur la plate-forme électronique OTC-X. L'Offrante envisage également de maintenir les avantages actuels des actionnaires et de tenir l'assemblée générale d'une manière similaire à la manière actuelle.

Cette Offre constitue une offre concurrente à l'offre initiale de la société AEVIS Holding SA ("**offre initiale AEVIS**"). Conformément à l'art. 51 al. 2 OOPA, les destinataires peuvent, lorsqu'une offre concurrente est publiée, **révoquer leur déclaration d'acceptation** de l'offre initiale AEVIS, et ce jusqu'à l'échéance de l'offre initiale. En outre, conformément à l'art. 51 al. 1 OOPA, l'échéance de l'offre initiale AEVIS est prolongée jusqu'à l'échéance de la Période d'Offre de cette Offre.

2. L'OFFRE

2.1 Annonce préalable

L'Offre a été annoncée préalablement par l'Offrante le 23 décembre 2013 dans les médias électroniques (Bloomberg, Reuters).

2.2 Objet de l'Offre

L'Offre porte sur toutes les Actions VJC en mains du public qui auront été émises jusqu'à l'échéance du Délai Supplémentaire d'Acceptation, tel que défini à la Section 2.6 ci-dessous, et dont le nombre au 23 décembre 2013 se calculait de la façon suivante:

	Nombre d'Actions VJC
Total des actions émises selon le registre du commerce:	280'000
Détenues par l'Offrante et les personnes agissant de concert avec elle:	-3'095
Détenues comme actions de trésorerie par VJC:	-3'614*
Actions en mains du public concernées par l'Offre:	273'291

** selon les indications du prospectus de AEVIS Holding SA*

2.3 Prix Offert

Le prix offert net est de **CHF 277** par action nominative entièrement libérée de VJC ("**Prix Offert**"). Le Prix Offert sera réduit du montant brut d'éventuelles distributions (telles que le paiement de dividendes, distributions suite à une diminution de capital), ainsi que pour refléter tout éventuel événement dilutif (tel qu'une augmentation de capital à un prix d'émission inférieur au Prix Offert, la vente d'Actions VJC par VJC ou ses filiales à un prix inférieur au Prix Offert ou l'émission en-dessous du prix du marché par VJC ou ses filiales de droits d'option et/ou de conversion ou d'autres instruments financiers ayant des Actions VJC comme sous-jacent).

Le Prix Offert sera net de frais et de commissions pour toutes les Actions VJC (a) présentées à l'acceptation conformément aux termes de l'Offre pendant la Période d'Offre (telle que définie à la Section 2.5 ci-dessous) et le Délai Supplémentaire d'Acceptation (tel que défini à la Section 2.6 ci-dessous), et (b) qui sont déposées sur des comptes de dépôt ouverts auprès de banques en Suisse. Le droit de timbre fédéral de négociation est supporté par l'Offrante.

Concernant le cours de bourse en tant que composant du prix minimum (art. 32 al. 4 lit. a LBVM), le prix minimum selon l'art. 32 al. 4 LBVM s'oriente sur le prix minimum déjà établi par l'offre initiale AEVIS. Cependant, étant donné que le prix le plus élevé, selon l'art. 32 al. 4 lit. b LBVM, de CHF 251 par Action VJC de l'acquisition précédente se situe au-dessus du cours de bourse ainsi établi, le prix minimum s'élève à CHF 251 par Action VJC.

Le Prix Offert se trouve 10.3% au-dessus de ce prix minimum de CHF 251 par Action VJC et 10.8% au-dessus du prix de l'offre initiale.

L'évolution du cours des Actions VJC sur les trois dernières années est la suivante (en CHF):

	2010*	2011*	2012*	2013**
Plus haut:	305.00	272.00	215.00	265.00
Plus bas:	238.00	195.00	176.10	171.00

* Cours de clôture

** Du 1er janvier jusqu'au 20 décembre 2013 (cours de clôture au SIX Swiss Exchange, cours payés sur la plate-forme OTC-X)

Source: Bloomberg, SIX Swiss Exchange, OTC-X

2.4 Délai de carence

L'Offre ne pourra pas être acceptée avant l'échéance d'un délai de carence qui, selon toutes prévisions, débutera le 3 janvier 2014 et se terminera, selon toutes prévisions, le 16 janvier 2014 ("**Délai de Carence**").

2.5 Période d'Offre

La période d'offre débutera, selon toutes prévisions, le 17 janvier 2014 et se terminera, selon toutes prévisions, le 30 janvier 2014, 16h00 HEC ("**Période d'Offre**"). L'Offrante se réserve le droit de prolonger la Période d'Offre avec l'accord de la Commission des OPA.

2.6 Délai Supplémentaire d'Acceptation

Si l'Offre aboutit, un délai supplémentaire de 10 jours de bourse sera octroyé pour une acceptation ultérieure de l'Offre ("**Délai Supplémentaire d'Acceptation**"). Le Délai Supplémentaire d'Acceptation commencera à courir, selon toutes prévisions, le 6 février 2014 et se terminera, selon toutes prévisions, le 19 février 2014, 16h00 (HEC).

2.7 Conditions

L'Offre est soumise aux conditions suspensives suivantes:

- (a) A l'échéance de la Période d'Offre (éventuellement prolongée), l'Offrante a reçu des déclarations d'acceptation portant sur un nombre d'Actions VJC qui, additionnées aux Actions VJC que l'Offrante et les personnes agissant de concert avec elle détiennent à cette date, représentent au moins 66 2/3% de toutes les Actions VJC émises à l'expiration de la Période d'Offre (éventuellement prolongée).
- (b) À compter de la date de l'annonce préalable jusqu'à l'échéance de la Période d'Offre (éventuellement prolongée), aucun événement négatif n'est survenu qui – individuellement ou en conjonction avec d'autres événements, selon l'avis d'un expert indépendant et reconnu, désigné par l'Offrante et accepté par la Commission des OPA – a ou aura très vraisemblablement des effets préjudiciables importants pour VJC, y compris pour les sociétés contrôlées par VJC ("**Groupe VJC**"). Un événement a un effet préjudiciable important pour le Groupe VJC lorsque les fonds propres consolidés sont réduits d'au moins CHF 6'423'500 (correspondant à 10% des fonds propres consolidés de VJC au 30 juin 2013).
- (c) Le conseil d'administration de VJC a décidé d'inscrire l'Offrante dans le registre des actions de VJC en tant qu'actionnaire avec droit de vote pour toutes les Actions VJC acquises et à acquérir par l'Offrante dans le cadre de l'Offre.
- (d) L'assemblée générale de VJC n'a décidé ou approuvé aucune distribution de dividendes, réduction de capital, aucune acquisition, scission ou aucun autre acte de disposition d'actifs portant sur, individuellement ou collectivement, une valeur ou un prix d'au moins CHF 12'025'500 (correspondant à 10% du bilan consolidé de VJC au 30 juin 2013) et aucune fusion ou augmentation du capital ordinaire, autorisée ou conditionnelle de VJC.
- (e) A l'exception des obligations ayant été rendues publiques avant l'annonce préalable, depuis le 30 juin 2013, VJC ainsi que ses filiales directes et indirectes ne se sont engagées ni à acquérir ou aliéner des actifs, ni à accepter des fonds étrangers ou à en rembourser, pour une valeur minimum de CHF 12'025'500 (correspondant à 10% du bilan consolidé de VJC au 30 juin 2013).
- (f) L'assemblée générale de VJC n'a introduit aucune nouvelle restriction de vote ou de transmissibilité.
- (g) Aucun jugement, décision d'un tribunal ni aucune décision d'une autorité empêchant cette Offre ou l'exécution de cette Offre n'ont été rendus.

Les conditions (a) et (b) valent jusqu'à l'expiration de la Période d'Offre (éventuellement prolongée). Les autres conditions valent jusqu'à (et y compris) l'exécution de l'Offre et constitueront donc après l'aboutissement de l'Offre des conditions résolutives.

Si la condition (a) ou la condition (b) ne sont pas réalisées à l'expiration de la Période d'Offre (éventuellement prolongée) et que l'Offrante n'y a pas renoncé, l'Offre n'aura pas abouti.

Si l'une des conditions (c) à (g) n'est pas réalisée et que l'Offrante n'y renonce pas jusqu'à l'exécution de l'offre, l'Offrante pourra déclarer que l'Offre n'a pas abouti ou en reporter le

terme d'exécution pour une période de quatre mois au plus après l'expiration du Délai Supplémentaire d'Acception ("**Prolongation**"). Pendant la Prolongation, l'Offre demeurera soumise aux conditions (c) à (g) aussi longtemps que, et dans la mesure où, ces conditions ne sont pas satisfaites et que l'Offrante n'a pas renoncé à leur exécution. A moins que l'Offrante sollicite un report supplémentaire du terme d'exécution de l'Offre et que la Commission des OPA approuve un tel report supplémentaire, l'Offrante déclarera l'Offre comme n'ayant pas abouti si toutes les conditions (c) à (g) ne sont pas réalisées à l'échéance de la Prolongation ou si il a été renoncé à leur réalisation.

3. INFORMATIONS SUR L'OFFRANTE

3.1 Raison sociale, siège, capital-actions et but social de l'Offrante

L'Offrante est une société anonyme inscrite au registre du commerce du canton de Zug sous la raison sociale Swiss Private Hotel AG (numéro d'identification CHE-262.220.907). Son siège se trouve à Zug et son adresse est c/o Manz Privacy Hotels Switzerland AG, Untermüli 9, 6304 Zug. Le capital-actions de l'Offrante s'élève à CHF 100'000. Il est divisé en 100 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 1'000 chacune. Conformément à l'inscription au registre du commerce, l'Offrante a pour but l'exploitation en Suisse d'hôtels et des restaurants qui y sont affiliés. Elle peut fournir toutes prestations y relatives et développer, fabriquer et distribuer les produits qui y sont associés. Elle peut acquérir, administrer et disposer d'immeubles en Suisse et à l'étranger ainsi qu'acquérir des participations dans d'autres entreprises en Suisse ou à l'étranger.

3.2 Actionnaires dominant directement ou indirectement l'Offrante et actionnaires détenant plus de 3% des droits de vote de l'Offrante

L'Offrante est la filiale, détenue à 100 %, de la société Hôtel de la Paix SA, Quai du Mont-Blanc 9-11, 1201 Genève. La société Hôtel de la Paix SA est à son tour détenue à 100 % par la société Manz Privacy Hotels Switzerland AG, Untermüli 9, 6304 Zug. La société Manz Privacy Hotels Switzerland AG est détenue à 95% par Madame Ljubov Manz, veuve du feu Caspar E. Manz. Messieurs Alexander Manz et Michael Manz, qui constituent la cinquième génération et qui contribuent de manière notable au bon fonctionnement des affaires du Groupe Manz Privacy, détiennent chacun 2.5%.

3.3 Personnes agissant de concert avec l'Offrante

Dans le cadre de cette Offre, les personnes suivantes agissent de concert avec l'Offrante:

- Frau Ljubov Manz, Via Vecchia Cavallaro 10, I-80075 Forio/Ischia, Italie;
- Herr Alexander Manz, Schipfe 51, 8001 Zurich;
- Herr Michael Manz, Schipfe 51, 8001 Zurich;
- Manz Privacy Hotels Switzerland AG, Untermüli 9, 6304 Zug;
- Hôtel de la Paix SA, Quai du Mont-Blanc 9-11, 1201 Genève.

Agissent également de concert avec l'Offrante toutes les sociétés non-opératives et ayant pour but le placement de capitaux contrôlées par Madame Ljubov Manz dans le cadre de ses investissements privés ainsi que la société Blagomanz AG, Untermüli 9, 6304 Zug, également con-

trôlée par Madame Ljubov Manz. Agissent aussi de concert avec l'Offrante les sociétés MP Solutions AG, Gotthardstrasse 28, 6304 Zug et Swiss Hospitality Partners AG, Untermüli 9, 6304 Zug contrôlées par Messieurs Alexander Manz et Michael Manz.

3.4 Comptes annuels

Ni l'Offrante ni les personnes qui la contrôlent ne publient de comptes annuels.

3.5 Participation de l'Offrante et des personnes agissant de concert avec elle dans VJC

L'Offrante et les personnes agissant de concert avec elle détiennent 3'095 Actions VJC représentant 1.11% des droits de vote et du capital-actions. L'Offrante ainsi que les personnes agissant de concert avec elle ne détiennent ni d'autres Actions VJC ni d'instruments financiers qui s'y rapportent.

3.6 Achats et ventes de droits de participations de VJC

Au cours des 12 mois qui ont précédé l'annonce préalable de l'Offre, l'Offrante et les personnes agissant de concert avec elle ont acquis 3'055 Actions VJC. Le prix le plus élevé se chiffrait à CHF 251 par Action VJC. L'Offrante ainsi que les personnes agissant de concert avec elle n'ont pas effectué d'autres achats ou ventes d'Actions VJC ou avec des instruments financiers qui s'y rapportent.

4. FINANCEMENT DE L'OFFRE

L'Offre sera financée, du point de vue de l'Offrante, c'est-à-dire de Swiss Private Hotel AG, essentiellement par des emprunts.

5. INFORMATIONS SUR VJC

5.1 Raison sociale, siège, capital-actions et rapport annuel de VJC

Victoria-Jungfrau Collection AG est une société anonyme inscrite au registre du commerce du Canton de Berne sous le numéro d'identification CHE-105.978.787. Le siège de la société est à Interlaken, Höhweg 41-49, 3800 Interlaken. Le capital-actions de la société est de CHF 28'000'000, divisé en 280'000 actions nominatives entièrement libérées d'une valeur nominale de CHF 100.00 chacune. Le but de la société est la détention de participations et l'exploitation d'entreprises commerciales dans le domaine de l'hôtellerie.

5.2 Intentions de l'Offrante et des personnes agissant de concert avec elle concernant VJC

Le Groupe Manz Privacy a l'intention d'exploiter de manière efficiente et professionnelle les hôtels qui s'ajouteraient au Groupe Manz Privacy par l'acquisition de VJC et de réaliser des synergies opératives entre les deux groupes d'hôtels. Grâce à l'expérience du Groupe Manz Privacy remontant à plus de cent ans dans la gestion suisse prospère d'hôtels, les nouvelles exploitations pourraient profiter du potentiel de croissance existant. La composition du conseil d'administration et du management sera examinée après l'aboutissement de l'acquisition.

Il correspond à la philosophie du Groupe Manz Privacy de renforcer et de soutenir le management afin que les objectifs de croissance puissent être atteints. L'Offrante prévoit de continuer à exploiter, maintenir et développer la marque Victoria-Jungrau Collection en tant que précieux actif. Après la prise de contrôle, l'Offrante n'a pas l'intention de prendre des mesures ayant pour but d'exclure des petits actionnaires. En outre, l'Offrante prévoit, après la prise de contrôle, de maintenir les avantages actuels des actionnaires ainsi que la manière actuelle dont l'assemblée générale est tenue et se réjouit de maintenir un ancrage régional. En outre, elle entend continuer à soutenir le négoce sur la plateforme électronique OTC-X.

5.3 Accords entre l'Offrante et les personnes agissant de concert avec elle, d'une part, et VJC, ses administrateurs, directeurs et actionnaires, d'autre part

Il n'existe aucune convention entre l'Offrante et les personnes agissant de concert avec elle, d'une part, et VJC, ses administrateurs, directeurs et actionnaires, d'autre part.

5.4 Informations confidentielles

L'Offrante atteste qu'elle n'a pas reçu, ni directement ni indirectement, ni de la part de la société VJC elle-même ni de la part de sociétés qu'elle contrôle, des informations confidentielles concernant VJC et le VJC Groupe susceptibles d'influencer de manière déterminante la décision des destinataires de cette Offre.

6. PUBLICATION

Ce prospectus ainsi que toutes les autres publications relatives à l'Offre seront publiés en français dans Le Temps et en allemand dans la Neue Zürcher Zeitung. Ce prospectus sera également communiqué à Bloomberg et Reuters.

7. RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTRÔLE CONFORMÉMENT À L'ART. 25 DE LA LOI FÉDÉRALE SUR LES BOURSES ET LE COMMERCE DES VALEURS MOBILIÈRES (LBVM)

En notre qualité d'organe de contrôle reconnu pour la vérification d'offres publiques d'acquisition au sens de la LBVM, nous avons procédé au contrôle du prospectus d'offre de Swiss Private Hotel AG ("**Offrante**").

L'offrante est responsable de l'établissement du prospectus de l'offre. Notre mission consiste à vérifier et à apprécier ledit prospectus. Nous attestons que nous remplissons les exigences d'indépendance conformément au droit des offres publiques d'acquisition et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Notre contrôle a été effectué conformément à la Norme d'audit suisse 880 «Contrôle des offres publiques d'acquisition» selon laquelle un contrôle en accord avec l'art. 25 LBVM doit être planifié et réalisé de telle manière que l'exhaustivité formelle du prospectus d'offre selon la LBVM et ses ordonnances soit établie et que les anomalies significatives soient constatées avec une assurance raisonnable, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, même si les paragraphes 4 à 7 suivants ne sont pas établis avec la même assurance que les chiffres 1 à 3. Nous avons vérifié les indications figurant dans le prospectus en procédant à des analyses et à des

examens par sondages. Notre travail a par ailleurs consisté à évaluer dans quelle mesure la LBVM et ses ordonnances ont été respectées. Nous estimons que notre contrôle constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation

1. l'offrante a pris les mesures nécessaires pour que les fonds requis soient disponibles au jour de l'exécution;
2. les dispositions relatives aux offres obligatoires, et en particulier les dispositions relatives aux prix minimum, ont été respectées;
3. la Best-Price-Rule a été respectée jusqu'au 27 décembre 2013.

D'autre part, nous n'avons pas rencontré d'élément nous permettant de conclure que:

4. l'égalité de traitement des destinataires de l'offre n'a pas été respectée;
5. le prospectus ne répond pas aux critères d'exhaustivité et d'exactitude;
6. le prospectus n'est pas conforme à la LBVM et à ses ordonnances;
7. les dispositions relatives aux effets de l'annonce préalable de l'offre n'ont pas été respectées.

Le présent rapport ne saurait constituer une recommandation d'acceptation ou de refus de l'offre ni une attestation (fairness opinion) portant sur l'adéquation financière du prix de l'offre.

Zurich, le 27 décembre 2013

Mazars SA

Jürg Häusler

Cyprian Bumann

8. DROITS DES ACTIONNAIRES DE VJC

8.1 Demande d'obtention de la qualité de partie (art. 57 OOPA)

Un actionnaire détenant au moins 3% des droits de vote de VJC, exerçables ou non, au moment de la publication de l'annonce préalable du 23 décembre 2013 et depuis lors ("**Actionnaire qualifié**" au sens de l'art. 56 OOPA) obtient la qualité de partie lorsqu'il en fait la demande à la Commission des OPA. La requête d'un Actionnaire qualifié pour obtenir la qualité de partie doit parvenir à la Commission des OPA (Selnaustrasse 30, Case postale, CH-8021 Zurich, fax: +41 58 499 22 91, e-mail: counsel@takeover.ch) dans les cinq jours de bourse suivant la publication du prospectus. Le délai commence à courir le premier jour de bourse qui suit la publication du prospectus. La preuve de la participation détenue par le requérant doit être jointe à la requête. La Commission des OPA peut en tout temps exiger le renouvellement de la preuve que l'actionnaire détient toujours au minimum 3% des droits de vote de VJC, exerçables ou non. La qualité de partie reste acquise pour toutes décisions ultérieures rendues en relation avec l'Offre, pour autant que la qualité d'Actionnaire qualifié subsiste.

8.2 Opposition (art. 58 OOPA)

Un Actionnaire qualifié (art. 56 OOPA) qui n'a, à ce jour, pas participé à la procédure peut former opposition contre la décision de la Commission des OPA. L'opposition doit parvenir à la Commission des OPA (Selnaustrasse 30, Case postale, CH-8021 Zurich, fax: +41 58 499 22 91, e-mail: counsel@takeover.ch) dans les cinq jours de bourse suivant la publication de la décision. Le délai commence à courir le premier jour de bourse qui suit la publication du dispositif de la décision. L'opposition doit comporter une conclusion, une motivation sommaire et la preuve de la participation de son auteur conformément à l'art. 56 OOPA.

9. RÉVOCATION D'ACCEPTATION DÉJÀ EFFECTUÉE DE L'OFFRE D'AEVIS HOLDING SA

Cette Offre constitue une offre concurrente à l'offre initiale AEVIS. Conformément à l'art. 51 al. 2 OOPA, les destinataires peuvent, lorsqu'une offre concurrente est publiée, **révoquer leur déclaration d'acceptation** de l'offre initiale AEVIS, et ce jusqu'à l'échéance de l'offre initiale. En outre, selon l'art. 51 al. 1 OOPA, l'échéance de l'offre initiale est prolongée jusqu'à l'échéance de la Période d'Offre cette Offre.

10. EXÉCUTION DE L'OFFRE

10.1 Information aux actionnaires de VJC

10.1.1 Déposants

Les actionnaires qui détiennent leurs Actions VJC dans un compte de dépôt ouvert auprès d'une banque en Suisse seront informés des modalités de l'Offre par leur banque dépositaire. Ils sont invités à se conformer aux instructions de cette dernière.

10.1.2 Détention personnelle

Les actionnaires qui détiennent leurs Actions VJC sous forme de certificats physiques seront probablement informés des modalités de l'Offre par le registre des actions de VJC. Ils sont invités à se conformer aux instructions de ce dernier. Si les actionnaires ne reçoivent pas d'information par le registre des actions de VJC, ils sont priés de contacter leur banque de dépôt et de lui présenter leurs certificats d'actions physiques au plus tard jusqu'au 28 janvier 2014.

10.2 Agent d'acceptation et de paiement

Bank J. Safra Sarasin SA, Bâle, a été chargée de l'exécution de cette Offre. Elle agit comme domicile d'acceptation et de paiement.

10.3 Actions présentées à l'acceptation

Les Actions VJC présentées à l'acceptation ne feront pas l'objet d'un négoce sur une deuxième ligne de négoce. Les Actions VJC présentées à l'acceptation dans le cadre de l'Offre seront par conséquent bloquées par la banque dépositaire et ne pourront plus être transférées.

10.4 Paiement du Prix Offert et exécution

Sous réserve du report de la date d'exécution de l'Offre en raison d'une prolongation du Délai de Carence (Section 2.4), d'une prolongation de la Période d'Offre (Section 2.5) ou d'un report du terme d'exécution (Section 2.7), le Prix Offert pour les Actions VJC valablement présentées à l'acceptation pendant la Période d'Offre et le Délai Supplémentaire d'Acceptation sera payé, et ces Actions VJC seront transférées à l'Offrant, le 28 février 2014 ("**Terme d'Exécution**").

10.5 Frais et commissions

La présentation à l'acceptation conformément aux termes de l'Offre des Actions VJC déposées sur un compte de dépôt ouvert auprès d'une banque en Suisse est franche de frais et de commissions pendant la Période d'Offre et le Délai Supplémentaire d'Acceptation. Le droit de timbre fédéral de négociation consécutif à cette présentation à l'acceptation sera supporté par l'Offrante.

10.6 Conséquences fiscales

Les indications suivantes concernant les conséquences fiscales sont fournies à titre indicatif seulement et ne doivent pas être prises en considération sans une évaluation appropriée de la situation fiscale des personnes concernées. Il est recommandé aux actionnaires ou aux ayants droit économiques d'Actions VJC de consulter un conseiller fiscal pour déterminer le régime fiscal spécifique qui leur est applicable dans le cadre de l'Offre.

10.6.1 Actionnaires vendant leurs Actions VJC conformément aux termes de l'Offre

En général, le fait de présenter les Actions VJC à l'acceptation dans le cadre de l'Offre peut avoir les conséquences fiscales suivantes:

Actionnaires ayant leur domicile fiscal en Suisse et détenant des Actions VJC dans leur fortune privée: Conformément aux principes généralement applicables en Suisse en matière d'imposition du revenu, les actionnaires qui détiennent des Actions VJC dans leur fortune privée et qui vendent leurs Actions VJC conformément aux termes de l'Offre réalisent en principe un gain en capital privé franc d'impôt, respectivement une perte en capital non déductible. La vente des Actions VJC conformément aux termes de l'Offre est donc en principe fiscalement neutre du point de vue de l'impôt sur le revenu. Cela suppose que les conditions d'une "liquidation partielle indirecte", telle que définie par les lois fiscales suisses, ne sont pas réalisées.

Actionnaires ayant leur domicile fiscal en Suisse et détenant des Actions VJC dans leur fortune commerciale (ainsi que les personnes morales domiciliées en Suisse): Conformément aux principes généralement applicables en Suisse en matière d'imposition du revenu et du bénéfice, les actionnaires qui détiennent des Actions VJC dans leur fortune commerciale et qui vendent leurs Actions VJC conformément aux termes de l'Offre réalisent un gain en capital imposable, respectivement une perte en capital déductible, calculée sur la différence entre le Prix de l'Offre et la valeur comptable déterminante du point de vue fiscal. En matière d'im-

pôt sur le revenu, ce régime fiscal s'applique également aux personnes qualifiées de commerçants professionnels de titres.

Actionnaires n'ayant pas de domicile fiscal en Suisse: Conformément aux principes généralement applicables en matière de fiscalité suisse, les revenus résultant de la vente d'Actions VJC conformément aux termes de l'Offre par un actionnaire n'ayant pas de domicile fiscal en Suisse ne sont pas soumis à l'impôt suisse sur le revenu ou à l'impôt suisse sur le bénéfice, à moins que les Actions VJC soient détenues par l'intermédiaire d'un établissement stable ou relèvent d'une activité commerciale en Suisse. Les actionnaires n'ayant pas de domicile fiscal en Suisse sont invités à se renseigner quant au régime fiscal qui leur est applicable dans leur pays de domicile.

10.6.2 Actionnaires qui ne vendent pas leurs Actions VJC conformément aux termes de l'Offre

Les actionnaires qui ne vendent pas leurs actions conformément aux termes de l'Offre sont soumis au régime fiscal actuel étant donné que l'Offrante n'envisage pas, après la prise de contrôle, de prendre des mesures ayant pour but d'exclure des petits actionnaires.

10.7 Droit applicable et for

Les droits et obligations découlant de l'Offre sont soumis au droit matériel suisse. Le for exclusif se trouve à Zug, en Suisse.

11. CALENDRIER ENVISAGÉ

Annonce préalable de l'Offre dans les médias électroniques	23.12.2013
Publication du prospectus et de l'annonce d'offre	30.12.2013
Début du Délai de Carence	03.01.2014
Fin du Délai de Carence	16.01.2014*
Début de la Période d'Offre	17.01.2014*
Publication électronique du rapport du conseil d'administration et des comptes intermédiaires de VJC	jusqu'au 23.01.2014*
Publication du rapport du conseil d'administration de VJC dans les journaux	24.01.2014*
Fin de la Période d'Offre (16 h 00 HEC)	30.01.2014* **
Publication du résultat intermédiaire provisoire dans les médias électroniques	31.01.2014* **
Publication du résultat intermédiaire définitif dans les journaux, y inclus l'information relative à la réalisation des / la renonciation aux conditions	05.02.2014* **
Début du Délai Supplémentaire	06.02.2014* **
Fin du Délai Supplémentaire (16 h 00 HEC)	19.02.2014* **
Publication du résultat final provisoire dans les médias électroniques	20.02.2014* **
Publication du résultat final définitif dans les journaux	25.02.2014* **
Terme d'Exécution	28.02.2014* **

* Sous réserve d'une prolongation du Délai de Carence par la Commission des OPA.

** L'Offrante se réserve le droit de prolonger la Période d'Offre avec l'accord de la Commission des OPA conformément à la Section 2.5 ci-dessus, auquel cas le calendrier sera adapté. L'Offrante se réserve également le droit de reporter le Terme d'Exécution conformément à la Section 2.7 ci-dessus.

12. INFORMATIONS ET DOCUMENTS

L'entier du prospectus peut être obtenu sans frais en allemand et en français auprès de Bank J. Safra Sarasin SA, Corporate Finance (téléphone: +41 58 317 37 16, fax: +41 58 317 36 98, e-mail: corporate.finance@jsafrasarasin.com). Le prospectus ainsi les autres documents de l'Offrante peuvent en outre être téléchargés à l'adresse suivante: <http://www.public-takeover.ch>.